

## **Juillet. 2005 -- CRISE ALIMENTAIRE AU NIGER (Niamey 29 juin 2005)**

### **Le point de la situation**

Il a fallu attendre les appels de l'organisation MSF (Médecins Sans Frontières) relayés par Radio France Internationale à la fin du mois de mai et au début de celui de juin 2005 pour qu'un intérêt croissant et des interrogations surgissent par rapport à la situation de crise alimentaire que traverse le Niger et d'autres pays de la zone sahélienne d'Afrique de l'Ouest. Il convient cependant d'établir un juste équilibre dans l'information livrée sur cette situation de crise alimentaire.

Le Niger qui vit essentiellement de l'agriculture occupant 80% de la population a connu une campagne agricole 2004 exceptionnellement catastrophique avec un déficit céréalier estimé à 223 450 tonnes. A cela il faut ajouter un déficit fourrager important estimé à 4 642 000 tonnes de matière sèche. Une situation essentiellement due à l'action conjuguée de la sécheresse avec un retard et une mauvaise répartition spatio-temporelle des précipitations ainsi que de l'invasion acridienne au cours de la campagne agricole 2004.

A la fin du mois d'octobre 2004, le SAP (Système d'Alerte Précoce) dénombrait 106 zones déficitaires totalisant plus de 3 600 000 personnes (soit près du tiers de la population totale du pays) contre 1 575 000 de personnes en 2003 et 1 892 000 de personnes en 2002.

Dès le mois de novembre 2004, dans le cadre du dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires et avec l'appui des partenaires au développement, l'Etat met en place un plan d'urgence nécessitant 21,8 milliards de FCFA alors que les disponibilités du dispositif national étaient de 11,8 milliards auxquels sont venus s'ajouter 3,9 milliards de contributions exceptionnelles des partenaires. Pour combler le gap, sécuriser le dispositif et surtout reconstituer ses capacités de réaction affaiblis par la situation de cette année, le Niger lance des appels à l'aide internationale à travers les canaux et mécanismes officiels de la coopération. Des partenaires importants tel que le PAM (Programme Alimentaire Mondial), la France, l'Italie, l'Union Européenne, ..., principaux contributeurs du dispositif, annoncent des contributions supplémentaires dont l'arrivée dépend des procédures de conventionnement, de mobilisation et de transport jusqu'aux zones déficitaires.

### **En attendant, et avec les ressources disponibles, l'Etat lance le plan d'urgence à travers :**

- la mise en place dès le mois de novembre 2004 d'une opération de vente de 67 000 tonnes de céréales à prix modérés dans les zones déficitaires (250FCFA en prix fixe la mesure de 2,5kg de céréales contre 350 à 600 FCFA la même mesure sur le marché). A la fin du mois d'avril 2005, 42,5% de l'objectif visé en terme de volume était atteint. Cette opération représente 30% du déficit estimé ; il est prévu le placement de 10 000 tonnes par mois durant les mois de juin, juillet et août 2005 ;
- le renforcement des stocks disponibles dans les banques céréalieres existantes ainsi que la création de nouvelles banques céréalieres pour 10 000 tonnes de céréales. 1000 banques céréalieres ont ainsi été dotées représentant 5% environ du déficit estimé ;
- la mise en œuvre d'opération de distribution de vivres contre travaux pour 8 100 tonnes représentant 4% environ du déficit ;
- la distribution de 1,7 tonnes de semences de mil, sorgho et niébé ainsi que la distribution de 15 000 tonnes d'aliments de bétail.

A cela, il faut ajouter l'action de nombreuses ONGs et associations de développement évaluée à environ 5% du déficit à travers essentiellement le soutien aux banques céréalieres et des activités de nutrition infantile. Ne pouvant agir seul, l'Etat du Niger à travers son dispositif permanent de gestion des crises, la Cellule Crise Alimentaire, faisait appel à proposition de projets divers de sécurité alimentaire portés par des organisations professionnelles et des ONGs. L'ensemble des projets retenus se situe dans 106 des zones vulnérables. Quarante (40) projets en tout ont été lancés pour un montant d'environ 2 milliards de FCFA. Une deuxième sélection de projets devrait intervenir ce mois de juin 2005 pour un montant d'environ 1,5 milliard de FCFA. Tous ces projets concerneront à terme 221 banques céréalieres, 115 banques d'aliments de bétail ainsi que 67 Centres de Santé Intégrés pour le renforcement et la récupération nutritionnelle des enfants.

En mars 2005, après la publication des résultats d'une étude sur l'état nutritionnel des enfants dans les régions de Maradi et Zinder, le PAM lance de nouveau un appel à l'aide par la voie des ondes de radios internationales. Cette étude montrait des cas de malnutrition et des risques d'aggravation si une action en masse n'est pas engagée en urgence.

En mai 2005, une troisième évaluation réalisée par le SAP (Système d'Alerte Précoce) montre que la situation s'est aggravée dans certaines zones particulièrement dans les régions de Maradi, Tahoua et

Zinder, occasionnant des déplacements de populations vers les centres urbains tel que Maradi, Zinder et parfois Niamey. Les enfants, population vulnérable, sont les plus touchés avec l'enregistrement de cas de malnutrition sévère. A cela il faut ajouter la hausse vertigineuse des prix des céréales sur le marché comparativement à l'année 2004 : 50% pour le mil, 60% pour le sorgho et 100% pour le maïs. La pression s'est généralisée à l'ensemble du pays même dans les zones non vulnérables. Le prix du fourrage est également à l'inflation et les animaux qui ont perdu de tout leur poids ne valent plus grand-chose sur le marché afin de compenser le manque céréalier. La recherche de fourrage pousse les éleveurs à cantonner le bétail sur des aires de cultures aggravant les risques de conflits avec les agriculteurs en cette période de semis. Tout ceci montre que les mesures mises en œuvre dans le cadre du plan d'urgence n'ont pas atteint les résultats escomptés d'une part parce qu'elles sont insuffisantes face à la crise qui se généralise de jours en jours sur un pays vaste de 1 267 000 KM<sup>2</sup> et d'autre part parce qu'il s'agit d'une situation récurrente, structurelle.

#### **Une situation récurrente depuis déjà trois décennies**

En effet, le Niger est en crise alimentaire quasi permanente depuis de nombreuses années particulièrement depuis les grandes sécheresses des années 1973 et 1983. Malgré quelques années dites de bonne pluviométrie, la situation alimentaire globale reste caractérisée par une baisse des productions agro sylvo pastorales et une forte dégradation des terres cultivables. L'accès à l'eau reste une préoccupation majeure de la population en zone rurale à la fois pour les besoins domestiques et pour le bétail et la production agricole. Sur une population de plus de 11 millions d'habitants, plus de la moitié n'ont pas accès à l'eau potable et selon l'UNICEF, 40% des enfants nigériens sont malnutris en année dite « normale » ; Simplement, cette situation n'est pas médiatisée. Cette année, la conjonction d'un mauvais hivernage 2004 et des ravages acridiens a rendu la situation plus catastrophique car elle l'est déjà depuis longtemps et plusieurs dizaines de milliers de nigériens particulièrement les enfants meurent chaque année du manque d'une eau potable, du manque de services de santé adéquat, dans le silence le plus total.

#### **Faut-il attendre une telle aggravation pour crier sur tous les toits et pour agir ?**

Tout se passe comme si la situation de crise que traverse le pays était nouvelle. Plus largement, elle témoigne de l'extrême pauvreté matérielle dans laquelle vit plus de 3 milliards de personnes qui ne mangent pas à leur faim dans le monde. Un enfant meurt toutes les trois secondes dans ce monde à cause de cette extrême pauvreté. Une situation devenue banale, si normale qu'elle peut faire penser à un fatalisme et une malédiction pour ces régions.

Et pourtant, le monde n'a jamais été aussi débordant de richesse (savoirs, biens et services, ...etc). La production mondiale en terme de nourriture n'a jamais été aussi excédentaire. Les uns mangent, les autres regardent et meurent. Cela fait plusieurs décennies que les images de populations souffrant de famine, de manque d'eau, d'accès aux soins, d'accès à l'éducation ou encore victimes de guerre font le tour du monde sans pour autant amener ceux qui ont le pouvoir de changer la donne prendre réellement la mesure de la sa gravité et engager de véritables réponses et réformes pour y faire face. La réalité c'est que la mort de faim, de soif, de « pauvres » enfants du Niger, ne compte pas et n'enlève en rien au quotidien d'un président allemand, anglais, américain, canadien, français, italien, japonais, russe,...etc. Le mil ou le sorgho ne sont pas du pétrole. Un illustre président des français n'a-t-il pas déclaré il y a quelques années je cite : « la France n'a pas d'amis, elle n'a que des intérêts » fin de citation. Tout laisse penser que le peu d'action menée consiste plus à entretenir l'espoir et à maintenir ces personnes dans leur situation de pauvreté afin qu'elles ne puissent exister en réelle partie avec laquelle il faudra négocier de justes et légitimes équilibres d'intérêts.

Depuis quelques semaines, une grande campagne médiatique est menée par certains médias internationaux à l'instigation ou non de certaines grosses ONGs urgentistes. Tout en reconnaissant le bien fondé de cette information, son contenu appelle cependant quelques interrogations.

L'intérêt que suscite la famine au Niger auprès du public occidental ressemble t-il à un effet de mode ? Il y a quelques mois après le Tsunami, d'énormes ressources, matériel et médicaments ont été mobilisés parfois au dessus des capacités de gestion et de consommation des bénéficiaires. Une bonne partie de cette aide pourrit aujourd'hui sur les lieux du désastre en Asie. Du jamais vu selon certains analystes depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Une mobilisation exceptionnelle et généreuse avec des élans de concurrence entre Etats du Nord donateurs et entre organisations d'urgence. Faut-il penser que cette solidarité l'a été à cause des nombreuses victimes d'origines occidentales ou à cause du potentiel touristique que représente cette zone ? Rien n'est moins sûr mais tout laisse à croire que cette générosité n'est pas gratuite. Il est regrettable de constater que seules des situations de ce genre font découvrir brusquement que la faim tue dans ce monde. Curieuse réalité ; il faut attendre de voir des cadavres et des squelettes humains ambulants sur les écrans de télévision, pour se dire que rien n'est fait ; la faute étant aux autres. La réaction du public occidental bien qu'humaine, et légitime pose cependant le problème des motivations profondes de l'aide internationale. Les faits sont là pour le prouver ; seules les situations de drame, de peur et de désolation font réagir pour l'action. Or tout le monde sait que les actions d'urgence même si elles apportent réponses à des situations données, restent de cours terme, sans garantir la durabilité. A cela s'ajoute le fait que le coût de la réparation, de la réhabilitation est sans mesure avec celui de la reconnaissance des Hommes, de leurs capacités, et le soutien à leurs initiatives en Hommes libres, dignes et responsables.

Pour une question de dignité, il est préférable de mourir de faim que de chanter cette faim sur tous les toits. S'il faut attendre d'être à l'agonie pour recevoir de l'aide, alors, mieux vaut mourir.

Le devoir d'informer dispense-t-il de la justesse de l'information livrée ? Les informations parues dans la presse occidentale ces dernières semaines, laisse clairement apparaître que rien n'est fait sur place ou du moins pas grand-chose face à la crise. Une telle présentation de la situation est non seulement orientée mais laisse planer le doute sur la sincérité d'une certaine presse occidentale et sur celle de certaines ONGs qui peuvent trouver là un nouveau filon à exploiter pour alimenter leur horaire. Dans ce secteur de l'aide d'urgence à travers les ONGs, c'est aussi un grand marché où il faut savoir démarcher, convaincre et où tous les coups sont permis. Dans quelques semaines, et dès qu'un nouveau foyer de tension voire d'évènements « sensationnels » (guerre, ébola, attentats, ...etc) éclatera dans une autre partie du monde, le Niger et sa situation de famine sera vite oubliée et ne fera plus la une des journaux, radios et télévisions occidentales.

Pour revenir à la situation au Niger, en plus du plan d'urgence lancé par l'Etat et dont il est fait cas plus haut, plusieurs autres acteurs (communes, agences de coopération, associations locales, ONGs d'appui, particuliers, ...etc), travaillent au quotidien non seulement à la gestion de la crise mais surtout à ce qui est de plus vital pour le Niger sur long terme : faire son développement à son rythme et à celui de ses ressources et capacités. Une campagne nationale de mobilisation a été lancée et plusieurs missions sillonnent le pays entier pour informer, rassurer et prévenir les conflits entre agriculteurs et éleveurs compte tenu de la forte tension due à l'insuffisance de fourrage. D'autres types d'action se poursuivent avec une certaine efficacité en matière de sécurité alimentaire : Dans le département de Dakoro classé parmi les zones les plus vulnérables du pays, le soutien apporté par Eau Vive à la création, la mise en réseau et au suivi d'une vingtaine de banques céréalières depuis bientôt quatre ans dans la partie sud du département, a permis de stabiliser la situation dans cette zone essentiellement pour les raisons suivantes :

- la disponibilité de stock à proximité ;
- l'accès au stock sous forme de crédit de campagne remboursable à la prochaine récolte ;
- l'effet de dissuasion sur le marché ;
- le renforcement de la solidarité locale à travers la banque céréalière ;
- etc.

Les banques céréalières sont aujourd'hui un facteur de quiétude morale assurant la stabilité des ménages donc une certaine stabilité sociale, de sécurité économique évitant le bradage des biens en période post récoltes et en période de soudure, de sécurité alimentaire par la disponibilité de céréales : un paysan dit à ce propos qu'avec les banques céréalières on peut toujours manger même si c'est à crédit, une école d'auto organisation et de gestion au niveau local, un outil de solidarité et une solution à des problèmes concrets d'approvisionnement en denrées alimentaires. Bien que des insuffisances persistent dans la gestion, l'entretien et le renouvellement des stocks, les banques céréalières constituent un véritable instrument de développement qui rappelle aux populations des mécanismes anciens communautaires de prévention et de gestion de crise alimentaire qui ont été déstructurés par les aides d'urgence massives des premières sécheresses dans les années 1973.

A cela, il faut ajouter la réalisation de points d'eau pour améliorer l'approvisionnement en eau potable, l'appui à la production agricole par la promotion de la fumure organique et l'utilisation d'intrants adaptés aux variations saisonnières.

Tout cela ne se fait pas dans l'urgence puisqu'il faut prendre le temps de comprendre les Hommes, leurs difficultés afin de pouvoir y apporter l'aide qui aidera à se passer de l'aide.

#### **Un nouveau type de solidarité à bâtir**

L'action d'Eau Vive s'inscrivant dans la durée n'a pas pour objectif de gérer les crises mais de faire en sorte qu'elles soient évitées. Malheureusement, une telle démarche n'a rien de sensationnel, d'émotionnel pour attirer plus de moyens nécessaires à l'action. Les donateurs qui se sont engagés avec Eau Vive depuis plus d'un quart de siècle maintenant ont pu constater sur le terrain cette tension permanente entre les besoins et les ressources. L'image d'un Niger qui se bat au quotidien pour s'en sortir n'intéresse personne. Un Niger agonisant se vend mieux ; personne ne s'en prive donc. Eau Vive refuse cette vision misérabiliste, propose un autre regard du Niger (de l'Afrique en général) avec ses faiblesses, ses déficits (céréalière, budgétaire, ...etc) mais avec ses potentialités, ses atouts, ses ressources humaines, ses espoirs. Elle soutient une Afrique qui gagnera la bataille du développement. Dans quelques jours, les 8 Chefs d'Etat des pays les plus riches vont se réunir en Ecosse ; sans doute pour voir comment ils augmenteront leur richesse et leur domination sur le reste du monde. Ils vont dépenser pour la tenue de cette rencontre bien plus que ce qu'il faudra pour couvrir les besoins alimentaires d'urgence du Niger cette année. Pendant ce temps, de braves femmes et hommes d'Allemagne, de France, d'Italie, ...etc, feront des sacrifices sur leur vécu quotidien pour venir en aide au nigériens. Des millions de personnes vont manifester ce 1<sup>er</sup> juillet à travers le monde pour marquer leur solidarité avec près de la moitié de l'humanité vivant dans une situation d'extrême pauvreté. Il n'y aura finalement que le « pauvre » français, italien ou canadien qui aura toujours réagi parfois sans succès. « Le chien aboie, la caravane passe ». Les peuples occidentaux devront prendre leur responsabilité face à leurs dirigeants et user de sanctions électives pour leur rappeler que le devoir de solidarité n'est pas un objet de mode mais devra être constant, juste et durable pour un monde que nous appelons de tout coeur juste et durable.

Jean Bosco BAZIE  
CTP Eau Vive Niger  
BP. 11156 Niamey/NIGER  
Tél : (227) 72 49 90 Fax (227) 72 49 91  
Email : [evniger@intnet.ne](mailto:evniger@intnet.ne)